



SYMPOSIUM

LE BURUNDI EN AFRIQUE DE L'EST: OPPORTUNITES ET DEFIS

Freiburg, 18 - 19 novembre 2024

Prof. Dr. Denis Banshimiyubusa, Prof. Dr. Daniella Niteka (Université de Burundi),
Dr. Anika Becher (Africa Centre for Transregional Research, Université de Freiburg)

Du 18 au 19 novembre 2024, s'est tenu à Freiburg en Allemagne un symposium scientifique sur le Burundi sous le thème central « Le Burundi en Afrique de l'Est : opportunités et défis ». S'étant intégré dans un large programme de manifestation, ce colloque sur le Burundi a réuni plus de quarante participants en provenance d'horizons divers : Allemagne, Burundi, Afrique de l'Est et Europe.

Cérémonies du 40ème anniversaire du partenariat Bade-Wurtemberg – Burundi

Ce symposium qui a été organisé par le Réseau Universitaire des Partenariats Mondiaux Bade-Wurtemberg (GloPart), l'Africa Centre for Transregional Research (ACT) de l'Université de Freiburg ainsi que l'Arnold-Bergstraesser-Institut (ABI), rentre dans le cadre de la célébration du 40ème anniversaire du partenariat entre le Bade-Wurtemberg et le Burundi.

C'est pour cette raison qu'en marge du symposium, dans la soirée du 18 novembre 2024, un débat public s'est déroulé sous le thème : « Partenariats mondiaux – défis et perspectives pour les universités et la société civile. 40 ans de partenariat entre le Bade-Wurtemberg et le Burundi ». Cet événement a été rehaussé par les allocutions des différentes personnalités politiques dont, entre autres, Son Excellence Annonciata Sendazirasa, ambassadrice de la République du Burundi en Allemagne (message vidéo), Nadyne Saint-Cast Mdl, Député du Landtag pour la circonscription de Freiburg II, Bündnis 90/Die Grünen, et du secrétaire d'État Rudi Hoogvliet. Que ce soit lors des allocutions de bienvenue ou lors des échanges et débats de la table ronde, tous les intervenants ont insisté sur la manière de renforcer, améliorer et concrétiser le partenariat entre le Bade-Wurtemberg et le Burundi dans les différents secteurs.



L'objectif du symposium

L'objectif de ce symposium était de situer le Burundi dans le cadre plus large de l'Afrique de l'Est et de contextualiser ainsi le partenariat sur le plan historique et régional. Parallèlement à cela, il s'agissait également de mettre l'accent sur l'échange et la mise en réseau avec et entre les chercheurs burundais et tanzaniens. Autant dire que le symposium s'adressait donc aussi bien aux chercheurs d'Afrique de l'Est et d'Europe qu'aux personnes et institutions actives dans le cadre du partenariat entre le Burundi et le Bade-Wurtemberg.

Thèmes traités

Le symposium était divisé en cinq panels successifs.

Panel 1: Le colonialisme allemand en Afrique de l'Est et la mémoire coloniale : rétrospectives et perspectives d'avenir

Panel 2: Perspectives sur le rapatriement et la restitution de l'Allemagne vers les anciennes colonies allemandes d'Afrique de l'Est

Panel 3: Évolutions politiques actuelles au Burundi

Panel 4: Paix, conflits et réfugiés - Le Burundi et ses voisins

Panel 5: Le Burundi, l'Allemagne et les relations de la Communauté d'Afrique de l'Est.

La manifestation s'est déroulée en anglais et en français. Outre les participants présents sur place, d'autres personnes se sont connectées en direct depuis le Burundi, la Tanzanie et l'Europe.

Panel 1: Le colonialisme allemand en Afrique de l'Est et la mémoire coloniale: rétrospectives et perspectives d'avenir

Dans ce qui était alors l'Afrique orientale allemande, le Burundi était administré avec une sorte de statut spécial, tout comme le Rwanda. D'un point de vue métropolitain, le Burundi était une possession marginale, bien que l'obsession de contrôler les sources du Nil ait généré un intérêt particulier pour le Burundi. Les efforts allemands pour conquérir, contrôler et exploiter la colonie se sont d'abord concentrés sur la côte, puis sur ce qui était considéré comme particulièrement précieux dans l'arrière-pays de l'actuelle Tanzanie.

Lors des présentations et débats de ce premier panel, il est apparu clairement que cette "marginalité" s'exprime encore aujourd'hui dans la recherche : tant du côté burundais que du côté allemand, il existe toujours de grands "points aveugles" dans l'étude de la période coloniale allemande au Burundi. Cependant, ces derniers temps, des efforts accrus ont été déployés en vue d'un travail de mémoire (voir par exemple la publication récente de Baumann, Niyonkuru, Birantamije, Bendel, Maruhukiro 2024[1]), mais la recherche n'en est qu'à ses débuts. Une perspective comparative peut s'avérer profitable. En effet, la comparaison entre les deux pays, le Burundi et la Tanzanie, qui ont pris des chemins différents pendant et après la période coloniale allemande, semble particulièrement passionnante. Le symposium l'a montré de manière exemplaire à l'aide d'interdépendances historiques qui illustrent le potentiel de connaissance d'une telle approche.



Dans le panel, on a également abordé les processus et les caractéristiques de la domination coloniale allemande, notamment l'expérimentation du modèle anglais d'« indirect rule », les approches contradictoires de l'administration du Burundi par le pouvoir colonial allemand, l'introduction de la monnaie et des marchés centraux à Usumbura et Gitega, l'apparition du chemin de fer et des bateaux à vapeur ainsi que l'introduction des premières écoles occidentales et du prosélytisme des églises chrétiennes. En plus de la violence des colonisateurs allemands, la population burundaise a également subi à cette époque des famines causées par la conquête coloniale et par des invasions de criquets, ainsi que la propagation de la maladie du sommeil.

Même si l'occupation allemande au Burundi n'a duré qu'une vingtaine d'années (1896-1916), son héritage est resté ancré dans la mémoire et la vie sociale, politique et même économique des Burundais*. Outre son rôle maintes fois discuté dans la politisation et la consécration d'identités qualifiées d'« ethniques », elle se manifeste également dans des concepts (p.ex. amahera), des bâtiments, des lieux de mémoire individuels et bien d'autres choses encore.

L'impact du colonialisme a également été abordé à un niveau plus général, notamment dans ses effets sur les notions actuelles de "frontières", dans la conception du « savoir » et dans les formes de « savoir » acceptées, ainsi que dans la persistance de l'eurocentrisme dans notre pensée et notre recherche.

[1] Baumann, Niyonkuru, Birantamije, Bendel, Maruhukiro 2024 (Eds./Hg.): Burundi et son passé colonial. Mémoire, enjeu et solde en débat / Burundi und seine koloniale Vergangenheit. Erinnerung, Problematik und Bilanz in der Debatte; <https://lit-verlag.de/isbn/978-3-643-15305-0/>

Ainsi, après la fin du règne colonial belge et l'accèsion du Burundi à son indépendance, l'Allemagne et le Burundi ont eux-aussi restructuré leurs relations bilatérales qui ont évolué vers une coopération diversifiée dans plusieurs domaines dont celui inter-universitaire. Aujourd'hui, à propos des relations germano-burundaises, il ne serait pas erroné de parler d'un « passé plutôt présent » (Alexandre Hatungimana). La question de savoir ce que l'histoire coloniale signifie pour le partenariat entre le Bade-Wurtemberg et le Burundi est donc restée présente dans les discussions. Quelles seraient les étapes nécessaires et appropriées pour promouvoir la compréhension de l'histoire coloniale et, en même temps, pour concevoir un partenariat qui ne perpétue pas les structures et les inégalités postcoloniales.



Panel 2 : Perspectives sur le rapatriement et la restitution de l'Allemagne vers les anciennes colonies allemandes d'Afrique de l'Est

Quiconque souhaite inscrire le partenariat entre le Burundi et le Bade-Wurtemberg dans des catégories plus larges doit tenir compte des récentes réorientations des relations bilatérales entre l'Allemagne et la Tanzanie, y compris pour le Burundi. Cela vaut notamment en ce qui concerne la culture de la mémoire construite bilatéralement, qui a fait l'objet d'une attention particulière ces dernières années. Ce champ thématique a été au centre du panel 2. Des débats et des négociations très concrets ont eu lieu entre des acteurs allemands et tanzaniens sur la restitution d'objets d'art dans les musées allemands. Le rapatriement d'ancêtres / de "dépouilles mortelles" qui se trouvent en partie dans des "collections" universitaires ainsi que les réparations y relatives ont été également abordés. Du côté tanzanien, il y a à la fois des efforts du gouvernement pour créer un cadre pour les restitutions, une société civile active et une expertise scientifique sur ces sujets. De nombreux projets de recherche sur la provenance des biens culturels ont été menés en coopération entre des acteurs allemands et tanzaniens. Bien qu'aucune restitution n'ait encore été mise en œuvre, ce début d'ouverture des institutions allemandes permet de nouvelles formes de coopération avec les communautés d'origine. Du point de vue des participants, il a été souligné que si leurs connaissances et expériences sont prises en compte et que la coopération se fait en partenariat, la recherche sur la provenance, la restitution et le rapatriement peuvent conduire à de meilleures relations entre les pays d'origine et les institutions qui stockent actuellement des biens culturels et des dépouilles mortelles d'ancêtres.

Un échange comparable ne peut pas être observé pour le Burundi jusqu'à présent où la restitution et le rapatriement du patrimoine culturel ne sont pas encore une priorité de la coopération bilatérale. On ne connaît pas non plus de tentatives du gouvernement burundais de créer une législation dans ce sens. Les musées burundais sont également sous-financés. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de restitutions au Burundi ni de contact direct entre le Burundi et les musées allemands. L'expertise scientifique au Burundi sur ces sujets n'est pas non plus encore comparable à celle du pays voisin.

Certes, un nombre considérable de biens culturels du Burundi se trouvent dans des collections allemandes (c'est-à-dire dans des musées, des collections privées, des collections universitaires et des archives), mais leur nombre est nettement inférieur à celui des biens culturels tanzaniens. La recherche de provenance de ces collections n'en est qu'à ses débuts. On ne sait pas encore si des restes d'ancêtres du Burundi se trouvent dans des collections allemandes - la classification fréquente "origine d'Afrique de l'Est" ne permet ni de le prouver ni de l'exclure.



Lors du symposium, il a été souligné que le patrimoine culturel matériel du Burundi - en comparaison avec différents pays voisins - se limite plutôt aux objets quotidiens. Par contre, le Burundi dispose d'un patrimoine immatériel très riche (p.ex. traditions musicales, de danse et littéraires, enregistrements sonores, transcriptions de traditions orales, photos et films, etc.) qui souvent n'est pas assez pris en compte dans les discussions. Cela met en évidence le rôle central des archives et, actuellement, une grande partie du patrimoine immatériel du Burundi se trouve dans des archives en dehors du Burundi[2].

Dans l'ensemble, il a été constaté que le regard comparatif est également très précieux dans ce domaine. Il montre notamment que les discussions sur la restitution ne se déroulent pas dans un vide politique et ont également le potentiel de créer des conflits politiques entre différents acteurs* (par exemple entre le gouvernement et la société civile, dans d'autres cas, il existe des revendications de légitimité concurrentes). Les participants se sont accordés sur l'importance de ne pas simplement se focaliser sur la "restitution", mais de garder un œil sur le processus et de mettre l'accent sur les discussions locales, les préoccupations des communautés dites d'origine et les revendications locales.

Panel 3 : Évolutions politiques actuelles au Burundi

L'expérience délicate du Burundi en matière de multipartisme, qui a dégénéré en une guerre civile longue et brutale, a jeté les bases d'un nouveau départ basé sur des structures de "démocratie de concordance" (une formule de partage de pouvoir) dans sa constitution, contrairement à d'autres États d'Afrique de l'Est. Cela n'excluait pas des pratiques autoritaires au début du 21e siècle. Le degré de démocratie ou d'oppression influence fortement un partenariat tel que celui entre le Burundi et le Bade-Wurtemberg, notamment en ce qui concerne la coopération universitaire, où la liberté d'expression est d'une importance capitale.



[2] Lors de sa retraite le 31 juillet 2020, le Sénat du Burundi a expressément demandé que les archives burundaises en Allemagne soient identifiées et rapatriées.

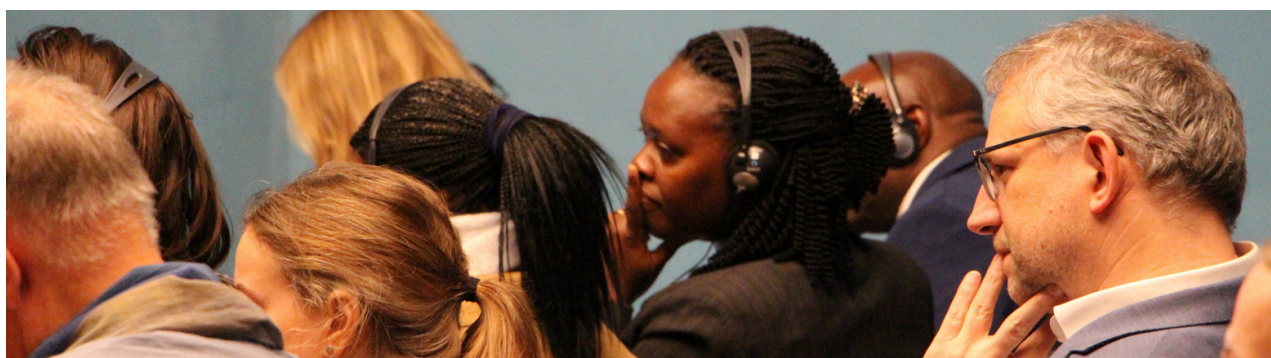
Le panel 3 s'est donc penché sur les récents développements politiques internes au Burundi. Il est apparu clairement que les tendances autoritaires persistent même après l'élection du président Ndayishimiye en 2020. Les intervenants ont décrit une répression étendue de l'opposition, des restrictions systématiques des libertés politiques et civiles ainsi que des restrictions massives des médias. De nombreuses sources ont fait état d'intimidations, de détentions illégales, de tortures et d'homicides arbitraires. Ces développements se reflètent également dans différents indicateurs du système de gouvernance et des libertés politiques et civiles.

En raison des pratiques répressives du gouvernement et de la prétention hégémonique du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, ainsi que d'une opposition faible, divisée et sous-financée, le Burundi a été décrit comme un État à parti unique de facto. Cela signifie que c'est un système multipartisan déséquilibré et inégalitaire en termes de jouissance des droits sur le terrain, de traitement des membres des différents partis ainsi qu'en dotation des moyens financiers. Autant dire que le CNDD-FDD se présente aujourd'hui comme un Parti-Etat dans toutes ses caractéristiques et formes.

Les élections ne seraient pas libres et équitables, mais se caractériseraient par le manque d'indépendance de la commission électorale, la répression de l'opposition, l'absence de liberté de la presse, une législation électorale teintée de politique et des fraudes électorales massives, d'après des participants du symposium. L'absence de culture politique démocratique a été considérée comme un obstacle massif à la poursuite de la démocratisation du Burundi. En effet, selon les chercheurs*, la classe politique burundaise, de la majorité comme de l'opposition, souffre de l'absence d'une socialisation politique démocratique. Guidés par la culture autoritaire héritée du maquis, les leaders du CNDD-FDD au pouvoir depuis 2005 semblent n'avoir pas pu comprendre le bien-fondé de l'existence de l'opposition et font tout pour la malmenager, la persécuter ou la supprimer. De leur côté, les leaders de l'opposition ne maîtrisent pas leur rôle et se perdent dans des querelles intestines et stériles qui ne leur permettent pas d'offrir ou de proposer au peuple burundais des solutions alternatives aux divers problèmes qui le hantent.

A ce sujet, la tentative de la communauté internationale d'exercer une influence positive sur le gouvernement de Ndayishimiye en allégeant les sanctions internationales imposées en 2015 semble donc avoir largement échoué.

Le symposium a également attiré l'attention sur les questions de représentation politique. Le Traité d'Arusha d'août 2000 et la Constitution de 2005 qui en découle contenaient un système de quotas ethniques qui a été reconduit sous une forme modifiée dans la Constitution de 2018. Le symposium a abordé les questions de la représentation politique des Twa et d'autres groupes non reconnus dans le système de quotas, de l'inclusion sociale des personnes qui ne s'identifient pas clairement à un groupe ainsi que la question de la signification des identités en général - comment définir l'identité "ethnique", si les catégories "Hutu" et "Tutsi" sont toujours pertinentes dans le Burundi d'aujourd'hui et, si oui, pourquoi et pour qui.



Panel 4 : Paix, conflits et réfugiés - Le Burundi et ses voisins

Au cours des dernières décennies, le Burundi a connu de nombreux conflits violents qui ont eu et ont encore des répercussions transfrontalières. Le pays a importé et exporté à la fois des schémas d'escalade et des personnes déplacées, et cela vaut également pour les opérations de consolidation de la paix. Une hypothèse importante est donc que l'on ne comprendra pas le cheminement du Burundi vers une paix relative, ni les hauts et les bas de la liberté intérieure, si on ne les compare pas à d'autres expériences dans le voisinage et si on ne les met pas en relation avec les acteurs immédiats. De toute évidence, les acteurs burundais se sont accommodés d'une formule de consolidation de la paix qui se présente comme un cas extrême de partage consensuel du pouvoir, le contraire de ce qui a été appliqué au Rwanda.

Dans le cadre du panel 4, les échanges portaient donc sur des cas de violences recensés actuellement au Burundi, les facteurs de risque et de résilience, les causes des conflits violents et l'impact de la présence des réfugiés dans la région. Bien que la structure "démocratique de concordance" du système politique ait conduit à une forte diminution de la politisation des identités ethniques, qu'il n'y ait plus eu de massacres le long des lignes de démarcation ethniques et qu'une reprise de la guerre civile ait pu être évitée, les participants au symposium se sont accordés à reconnaître que la paix durable au Burundi peut être compromise par plusieurs facteurs d'ordre politique, économique, social et sécuritaire. Le pays continue de subir des violences, dont des affrontements violents dans les régions frontalières. La présence de groupes d'hommes armés combinée aux frontières poreuses reste une menace pour la paix et la sécurité. En outre, le Burundi obtient de très mauvais résultats dans le classement des études qui se basent sur des concepts de paix plus larges que la simple "paix négative" (c'est-à-dire, des cas caractérisés par l'absence de violence physique à grande échelle (paix négative), mais la persistance de la violence structurelle).



Des études présentées lors du symposium ont également montré dans quelle mesure les burundais ont déjà vécu des expériences de violence - souvent avec une composante identitaire - et ont souligné le niveau élevé de traumatisme individuel et intergénérationnel qui prévaut dans la population. Les défis des traumatismes hérités du passé lointain ou récent constituent encore un défi majeur qui a besoin de réponses appropriées et à volets multiples. Aussi, l'existence d'une infrastructure institutionnelle qui travaille sur le processus de restauration de la vérité CVR révèle qu'il existe encore un grand réservoir de passions et d'émotions, de groupes et individus fragilisés par les traumatismes du passé dont les récits sur la vérité ont tendance à être mutuellement exclusifs, revendiquant une attention particulière aux souffrances qui ont touché les membres de son groupe ethnique. Ces fragilités mettent en évidence la pertinence d'intégrer le domaine psychologique pour soutenir les efforts existants mais aussi pour s'assurer que ceux-ci soient inclusifs et participatifs. La paix durable exige une attention à ces aspects psychosociaux, même lorsque tous les blocs structurels et formels de consolidation de la paix sont en place.

Les échanges ont toutefois relevé, de nombreux facteurs de résilience qui peuvent être observés dans les communautés locales au Burundi, comme par exemple les compétences existantes, les réseaux et les structures informelles de gestion des conflits au niveau local. Leur impact est toutefois limité si les facteurs de risque structurels persistent.

Enfin, la dimension régionale des conflits violents a de nouveau été mise en évidence avec notamment l'influence historique et continue de la domination coloniale, les interdépendances politiques entre les pays de la région, les mouvements d'exil continus - souvent réciproques -, l'influence de ces réfugiés sur les dynamiques de conflit dans la région ainsi que les récits transnationaux de victimes et de coupables ayant influencé les événements conflictuels. A titre d'exemple, depuis la crise électorale de 2015 au Burundi et le mouvement de population qui s'en est suivi, avec de vagues de Burundais fuyant vers le Rwanda, les tensions se sont accrues entre les deux pays avec des accusations de part et d'autre de soutenir des groupes hostiles à leurs gouvernements réciproques.

Panel 5 : Le Burundi, l'Allemagne et les relations de la Communauté d'Afrique de l'Est



L'objectif du symposium était également de mieux comprendre l'intégration régionale et son volet économique. En tant qu'État enclavé, le Burundi dépend de ses voisins d'Afrique de l'Est, par lesquels transitent presque toutes les importations et exportations du pays, 80% des exportations burundaises passant par le port de Dar es Salaam. L'intégration régionale au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est - dont le Burundi est membre depuis 2007 - est un autre sujet de préoccupation. La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) est en train de se réorganiser et pourrait se concentrer davantage sur l'océan Indien en tant que zone commerciale, de sorte que de tels développements ont un impact direct sur le pays.

Le symposium a adopté différents points de vue sur la Communauté d'Afrique de l'Est. Il s'agit notamment de la "perspective extérieure", qui inclut les intérêts et l'influence des acteurs externes. L'UE, en tant qu'acteur central, a adopté différentes approches au fil des décennies et se trouve aujourd'hui confrontée au défi de savoir comment elle souhaite et peut agir en tant que partenaire vis-à-vis de la CAE dans un environnement plus multipolaire. Le rôle de la Chine en particulier, mais aussi celui de l'Inde et des pays arabes, soulèvent de nouveaux questionnements. Quel rôle la conditionnalité politique occidentale peut-elle (ou doit-elle) encore jouer ? L'UE continuera-t-elle à intensifier et à développer des initiatives telles que le "Global Gateway" ou se retirera-t-elle à moyen terme du soutien aux communautés régionales telles que la CAE ?

Mais le "regard interne" sur la CAE permet également d'obtenir des informations intéressantes. Les discussions ont porté sur la question de savoir si l'intégration régionale permet une participation et un développement axé sur les personnes, sur l'influence de l'élargissement de la CAE à de nouveaux États membres, sur les défis posés par les nombreux problèmes de gouvernance dans les États membres de la CAE ainsi que sur les tensions politiques et diplomatiques existant entre certains États membres de la CAE. Pour le Burundi, on peut toutefois affirmer que l'intégration dans la CAE reste une priorité compte tenu de ses propres difficultés économiques. En même temps, les bénéfices concrets sont plutôt limités. Même lors de la crise politique de 2015, le rôle joué par la CAE a été peu significatif.



Remarques finales

La vue d'ensemble multi-perspective du Burundi dans ses relations de voisinage a certainement été bénéfique pour tous les participants : si l'on prend en considération l'espace de l'Afrique de l'Est aujourd'hui, en particulier la Communauté d'Afrique de l'Est et historiquement le parcours commun au sein du protectorat de l'Afrique de l'Est allemande, il est possible de reconnaître plusieurs imbrications, mais aussi des développements particuliers. La diversité disciplinaire et l'origine variée des participants au panel ont également créé une image plus riche que celle généralement observée lors des manifestations académiques.

Pour les décideurs du Bade-Wurtemberg présents, il est également important de se situer dans l'espace et dans le temps afin de développer des critères d'évaluation du partenariat actuel avec le Burundi. Les questions qui resteront importantes dans le cadre du partenariat concernent notamment les marges de manœuvre pour la coopération entre la société civile et les universités avec des partenaires dans un pays au régime autoritaire, le rôle qu'un partenariat peut jouer face à un autoritarisme persistant au Burundi, la responsabilité et la gestion du passé colonial et de ses effets persistants aujourd'hui, ainsi que les perspectives et les conditions-cadres pour une coopération réciproque entre deux partenaires aux situations économiques très différentes.

Pes études sur l'histoire et l'héritage de l'époque coloniale, des expositions et manifestations culturelles, des programmes d'échange pour les acteurs du monde culturel et universitaire et de travail de mémoire commun menés par des chercheurs et/ou des initiatives de la société civile renforceront par exemple la collaboration et les échanges réciproques. Ils permettraient aussi de nourrir de manière fructueuse le débat, encore au stade embryonnaire, sur la restitution des restes humains et des biens culturels issus du Burundi.

Le symposium a également montré : La recherche et l'échange académique ouverts sont d'une grande utilité pour un partenariat qui cherche à approfondir la compréhension entre les partenaires et pour les tenants et aboutissants de ce partenariat. Cela est nécessaire pour briser les vieux schémas et arriver à un véritable « ensemble », basé sur le respect, l'égalité et l'échange honnête.

L'éditeur est seul responsable du contenu.

Source des images: @ACT et @ ABI

Contact : anika.becher@act.uni-freiburg.de

Avec le soutien financier du Landtag et du ministère d'État du Bade-Wurtemberg via la Fondation pour la coopération au développement du Bade-Wurtemberg.



**Baden-Württemberg
Staatsministerium**



Pour visiter les sites officiels

Africa Centre for Transregional Research:

<https://www.act.uni-freiburg.de>

Arnold-Bergstraesser-Institut:

<https://www.arnold-bergstraesser.de>

Hochschulnetzwerk für Globale Partnerschaft:

<https://www.hochschulnetzwerk-glopart.de>